



## UNION SYNDICALE DE LA PSYCHIATRIE

52 rue Gallieni 92240 Malakoff  
Tél. 01 46 57 85 85 – fax 01 46 57 08 60  
e-mail : [uspsy@free.fr](mailto:uspsy@free.fr) – site : [www.uspsy.fr](http://www.uspsy.fr)

### COMMUNIQUE DE L'USP du 8 mai 2015

*Vous pouvez télécharger ce communiqué en .pdf à l'adresse :*  
<http://www.uspsy.fr/Communique-du-8-mai-1945.html>

En ce jour où dans un discours à la nation le Président de la République François Hollande se réclame des valeurs du conseil national de la résistance, l'USP est prête à en soutenir et faire vivre dans sa cohérence son orientation notamment pour ce qui concerne la santé. Dans cette perspective, Monsieur Hollande ne peut que dénoncer avec nous ce gouvernement qui, soutenu par une majorité de députés de droite comme de « gauche » se détourne de ses principes fondateurs, alors que la richesse nationale est sans commune mesure avec celle de l'après-guerre. Il ne peut que dénoncer avec nous l'abandon du principe de solidarité et l'aggravation organisée des écarts dans la répartition des richesses. Avec l'USP, engagée depuis 2011 dans le collectif Notre Santé en Danger, le frémissement critique que constitue « la [charte pour une Santé Solidaire](#) » nécessite pour nous convaincre d'aller nécessairement plus loin en soutenant notre [socle commun](#) signé par une cinquantaine d'organisations et associations.

- Supprimons tous les parcours d'humiliation et de suspicion pour les populations précaires.
- Coupons court à la dérive assurantielle et de privatisation de la Sécurité sociale. Revenons aux principes de solidarité contre le « à ma guise » qui n'a d'autre but que l'opposition et la divisions des citoyens.
- Organisons progressivement de « vraies économies » du côté de la bureaucratie, de la gestion et de la comptabilité aveugle liée à cette discrimination, pour les réorienter vers les soins.
- Exigeons un audit du coût direct et indirect (gestion, détournement, amputation et appauvrissement des soins) de l'actuel financement de l'hôpital.
- Exigeons une vraie réforme du financement pour un service public de santé et l'abandon d'une association budget activité (T2A), notamment en psychiatrie où la simple idée d'une mise en œuvre a déjà provoqué des dégâts considérables. Engageons-nous pour une véritable lutte contre le renoncement aux soins. Avec le collectif NSED, défendons le 100 % Sécurité sociale pour tous.

Pour le Conseil National : Pierre Paresys  
Vice-président Délégué NSED